



**NATIONS UNIES**

# **COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE**

## **RAPPORT ANNUEL**

**(15 février 1952 - 25 avril 1953)**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**PROCES-VERBAUX OFFICIELS: SEIZIEME SESSION**

**SUPPLEMENT No 3**

**NEW-YORK**

latine, s'il serait possible de créer ou de développer ces industries dans le cadre d'un plan de développement du commerce intrarégional et international.

#### ETUDES SUR LE RÔLE DE LA PRODUCTION ET DU COMMERCE DU CAFÉ DANS LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

*Résolution 63 (V), adoptée le 24 avril 1953*  
(E/CN.12/348)

*La Commission économique pour l'Amérique latine, Considérant l'importance de la production et du commerce du café dans la vie économique de plusieurs pays d'Amérique latine,*

*Considérant que les techniques de culture et de traitement du café ne permettent, à leur niveau actuel, d'obtenir de la main-d'œuvre qu'un très faible rendement, en raison de l'impossibilité de mécaniser d'importantes phases de la production,*

*Considérant que cette caractéristique de la culture du café tend à maintenir un faible revenu dans d'importants secteurs de la population,*

*Recommande au secrétariat d'étudier, en collaboration avec la FAO et avec d'autres organismes intergouvernementaux, dans certaines régions déterminées où le café constitue la principale source de revenu, les aspects économiques de la production caféière qui exercent le plus d'influence sur le développement économique.*

#### STATISTIQUES AGRICOLES

*Résolution 64 (V), adoptée le 24 avril 1953*  
(E/CN.12/349)

*La Commission économique pour l'Amérique latine, Considérant que, dans bien des cas, les statistiques agricoles des pays d'Amérique latine ne sont pas assez amples, comparables et complètes pour que les données que l'on en tire se prêtent d'une façon satisfaisante au groupement et à l'analyse auxquels il faut procéder quand on envisage des études sur le développement du secteur agricole de l'économie,*

*Considérant de plus que ces déficiences peuvent compromettre la validité des conclusions auxquelles on arrive relativement aux problèmes de l'économie agricole,*

*Prie le secrétariat:*

1. De veiller, dans ses études économiques, à signaler avec toute la clarté voulue, le cas échéant, les insuffisances des statistiques, en indiquant les sources de ces statistiques et, lorsqu'il s'agit de chiffres calculés par le secrétariat, la méthode employée pour les établir;

2. D'entreprendre, en collaboration avec la FAO et l'Institut interaméricain de statistique, une étude de la structure des systèmes de statistique agricole en vigueur dans les pays d'Amérique latine et des techniques qu'ils appliquent, pour signaler dans quels secteurs les insuffisances sont le plus graves et déterminer dans quels cas on peut se servir des statistiques qui existent et dans quels cas il faut les étendre ou les approfondir selon des normes bien définies, pour ne pas compromettre la validité des conclusions des études économiques fondées sur ces statistiques;

3. De déterminer, en collaboration avec la FAO, des méthodes rapides et satisfaisantes pour recueillir les données et renseignements disponibles.

#### CRÉDIT AGRICOLE

*Résolution 65 (V), adoptée le 24 avril 1953*  
(E/CN.12/350)

*La Commission économique pour l'Amérique latine, Considérant que, conformément à la résolution 14 (IV) qu'elle avait adoptée à sa quatrième session, il s'est tenu au Guatemala en septembre et octobre 1952, sous les auspices du Gouvernement du Guatemala, de la CEPAL et de la FAO, un cycle d'études centre-américain de crédit agricole, dont le rapport préliminaire (E/CN.12/305) était soumis à l'examen de la Commission à la présente session,*

*Ayant pris connaissance avec satisfaction du rapport que le secrétariat, la FAO et le Gouvernement du Guatemala ont présenté sur les travaux du cycle d'études centre-américain de crédit agricole,*

*Décide de recommander au secrétariat de poursuivre, conjointement avec la FAO, avec la collaboration des autres institutions spécialisées des Nations Unies et en consultation avec les Etats membres de la Commission, l'étude des problèmes que pose le crédit agricole et de faciliter, le cas échéant, la réunion de cycles d'études régionaux qui étudieront cette question.*

#### RÉFORME AGRAIRE

*Résolution 66 (V), adoptée le 24 avril 1953*  
(E/CN.12/351)

*La Commission économique pour l'Amérique latine, Ayant constaté avec satisfaction que l'Organisation des Nations Unies se préoccupe de l'étude des problèmes inhérents à la réforme agraire, et ayant pris connaissance en particulier de la résolution 625 (VII) de l'Assemblée générale et de la résolution 370 (XIII) du Conseil économique et social, qui recommandent des études de cette nature à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées,*

*Considérant que la structure du système agraire est un point capital de l'étude adéquate des problèmes liés au développement économique des pays d'Amérique latine,*

*Considérant que le régime foncier est un élément essentiel de cette structure et qu'il faut l'envisager en Amérique latine avec le souci d'assurer plus de bien-être au paysan, car c'est là une étape nécessaire dans la voie de l'émancipation économique des peuples,*

*Considérant que tout régime d'exploitation agricole doit tendre à l'amélioration des conditions de vie de la population rurale,*

*Considérant qu'au mois de mai 1953 aura lieu à Campinas (São-Paulo, Brésil) un cycle d'études latino-américain consacré au problème de la terre, et que les participants à ce cycle doivent étudier, avec le concours de spécialistes, toutes les questions liées au régime foncier,*

*Considérant que la Commission participera à ce cycle d'études organisé sous l'égide de la FAO et du Gouvernement brésilien en vertu des résolutions mentionnées plus haut,*

*Recommande:*

1. Que l'on considère la réforme agraire comme un élément fondamental des études auxquelles le secrétariat procède au sujet de la planification et du développement économique dans les pays d'Amérique latine;

*Résolution 69 (V), adoptée le 24 avril 1953  
(E/CN.12/354)*

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*  
Ayant pris connaissance avec satisfaction de l'étude préliminaire rédigée par son secrétariat sous la cote E/CN.12/304, étude qu'elle considère comme un travail technique de valeur, qui marque un premier pas vers la solution de problèmes non encore abordés jusqu'ici,

*Considérant:*

a) Qu'il faut, au cours de l'examen continu mentionné dans la résolution 20 (IV), étendre la portée de cette étude à tout le complexe du commerce intrarégional de l'Amérique latine et que le succès de la mise en œuvre d'une politique commerciale qui tend à développer ces échanges dépend d'une analyse plus approfondie de ce commerce, analyse qui permettra d'obtenir des renseignements détaillés sur des points précis,

b) Qu'il convient à cette fin de développer l'analyse des problèmes exposés dans le document E/CN.12/304, rédigé par le secrétariat, tant en ce qui concerne les accords commerciaux et les accords de paiements, les matières premières et les produits manufacturés, que les denrées alimentaires et les transports,

c) Que, du fait que certaines républiques d'Amérique latine ont adhéré à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et que d'autres n'y ont pas adhéré, elles ne se trouvent pas toutes dans la même situation pour leurs négociations commerciales mutuelles,

d) Qu'étant donné la situation des pays de l'intérieur de l'Amérique latine, il y a lieu d'accorder une attention particulière aux problèmes que pose leur commerce extérieur, si l'on veut faire progresser leur développement économique et intensifier le commerce intrarégional de l'Amérique latine,

e) Que la complexité propre au commerce intérieur de l'Amérique latine est telle qu'il serait bon d'avoir plus amplement recours à l'avis d'experts pour mener à bien les études mentionnées dans la présente résolution, et qu'il convient par conséquent d'élargir dans ce sens la portée de la résolution 20 (IV),

*Recommande:*

1. Qu'en procédant à l'examen continu mentionné dans la résolution 20 (IV), le secrétariat étende la portée des recherches qu'il a déjà entreprises au sujet de la coopération entre les pays d'Amérique latine en matière de politique économique, de manière à arriver à une solution pratique des problèmes que pose le développement du commerce intrarégional et qu'il étudie également la possibilité de définir les bases d'une politique commerciale dans ce domaine;

A cette fin, la Commission charge le secrétariat d'étudier:

a) De façon plus approfondie qu'auparavant l'influence qu'exerce sur le commerce entre les pays d'Amérique latine la réglementation du commerce extérieur en vigueur dans ces pays;

b) En collaboration avec les organismes internationaux compétents, les problèmes qui découlent des systèmes de paiement et des procédés administratifs de change qui régissent le commerce entre les pays d'Amérique latine;

2. Que, pour mettre en œuvre la recommandation précédente, le secrétariat agisse en étroite collaboration avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, en prenant en considération les rapports du cycle d'études en question et sans oublier la nécessité de coordonner au maximum l'action des organismes des Nations Unies dans ce domaine;

3. Que le secrétariat porte à la connaissance de la Commission, lors de la prochaine session, les rapports et les idées directrices qui résulteront de ce cycle d'études, en y joignant tous les renseignements qu'il aura pu rassembler de son côté.

INDUSTRIE BANANIÈRE

*Résolution 67 (V), adoptée le 24 avril 1953  
(E/CN.12/352)*

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant* que la production et l'exportation de la banane ont augmenté dans certains pays alors qu'elles ont diminué dans d'autres (E/CN.12/291/Rev.1),

*Considérant* que, si l'on tient compte de la période 1947-1952, cette diminution s'est accentuée dans quelques pays de l'Amérique centrale et des Antilles, bien que la production et l'exportation globales de l'Amérique latine aient marqué une sensible augmentation,

*Considérant* qu'il importe d'aider les pays qui se sentent ainsi affectés à rechercher les moyens de redresser le fléchissement de leur production bananière,

*Recommande* au secrétariat:

1. D'effectuer, d'un commun accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Institut interaméricain des sciences agricoles et à la requête des gouvernements intéressés, une étude des problèmes économiques et techniques de l'industrie bananière;

2. De prêter, lors de la préparation de la prochaine *Etude économique de l'Amérique latine*, une attention spéciale à la production bananière, en tenant compte, dans la mesure du possible, des résultats de l'étude mentionnée au paragraphe précédent.

FIBRES DURES

*Résolution 68 (V), adoptée le 24 avril 1953  
(E/CN.12/353)*

*La Commission économique pour l'Amérique latine,*

*Considérant* que les fibres dures, principalement le sisal, jouent un rôle important dans l'économie de plusieurs pays d'Amérique latine,

*Considérant* qu'en raison de la chute des prix des fibres dures sur le marché international, chute provoquée par des facteurs d'ordre divers, les pays producteurs d'Amérique latine ont vu leurs ressources diminuer de façon substantielle,

*Considérant* qu'il importe d'aider les pays ainsi affectés à rechercher les moyens de retrouver les niveaux antérieurs de production et d'exportation des fibres dures,

*Recommande* au secrétariat d'entreprendre, en collaboration avec la FAO, une étude sur la situation de la production, de l'industrialisation et de l'exportation des fibres dures — principalement du sisal — dans les divers pays producteurs d'Amérique latine qui en feront la demande.